

Élections européennes Les revendications clés de la FSESP pour une Europe différente - pour les personnes et la planète, pas pour les profits



(Bruxelles, le 14 mai 2019) Nous voulons une UE dans laquelle les intérêts des peuples et de notre planète passent avant les profits. Nous voulons des parlementaires européens qui défendent l'Europe sociale et les politiques qui protègent les services publics, les droits des travailleurs et l'environnement, et qui renouvellent la base démocratique de l'UE et sa capacité à orienter l'Europe vers un avenir plus juste et durable socialement.

En tant que principale fédération syndicale représentant les travailleurs dans de nombreux domaines des services publics, la FSESP vous demande de soutenir un agenda européen qui assure de bonnes conditions d'emploi et qui garantit les droits des travailleurs et un accès universel à des services publics de qualité. Si vous êtes élus, nous vous demandons, au cours de la prochaine législature, :

1. de soutenir l'investissement public dans des biens et services publics financés collectivement et gérés démocratiquement et fondés sur les droits fondamentaux (par exemple, le droit à l'eau, le droit à l'énergie, le droit aux soins, le droit à la santé et aux soins). Ce sera une double victoire pour l'égalité des sexes, l'amélioration des emplois des nombreuses femmes qui travaillent dans les services publics ainsi que des services dont dépendent de nombreuses femmes.
2. de réformer le système financier actuel en Europe pour permettre les emprunts nécessaires au financement des infrastructures sociales et productives nécessaires au développement en Europe et hors d'Europe. Une nouvelle approche de la dette et de l'architecture financière de l'Europe sociale est essentielle, une approche qui supprime les limites arbitraires de la dette nationale et garantit la mise en place de cadres efficaces de résolution des différends relatifs à la dette souveraine dans l'UE.
3. de s'opposer aux politiques qui poussent à une plus grande libéralisation des services publics, par exemple par le biais de partenariats public-privé (PPP), qui engendrent des coûts cachés et qui rendent la gestion des budgets publics plus difficile sur le long terme.
4. d'approfondir le travail du PE sur une fiscalité progressive, transparente et efficace, afin de mettre fin à l'évasion fiscale des riches sociétés multinationales qui cachent leurs richesses dans des paradis fiscaux tout en exigeant des politiques d'austérité.
5. de travailler avec les syndicats pour soutenir les mesures qui développent et renforcent la négociation collective dans les États membres, par exemple en veillant à ce que les marchés publics soient attribués à des entreprises qui ont conclu des conventions collectives. Les travailleurs ont besoin de salaires plus élevés et après des années d'austérité, il est urgent d'aller de l'avant avec une convergence salariale et sociale à la hausse entre les États membres d'Europe occidentale et orientale. Les politiques européennes devraient soutenir ce changement de cap.
6. de veiller à ce que les lois, la négociation collective et le dialogue social soient les instruments réglementaires privilégiés pour garantir la qualité du travail et des services, et non les normes européennes (CEN) et les systèmes de certification/accréditation privés.
7. de soutenir la transformation de l'accord des partenaires sociaux de l'UE pour les gouvernements centraux sur les droits à l'information et à la consultation

en matière de restructuration (numérisation, licenciements collectifs, transferts de personnel ou d'entreprises) en une proposition de directive pour adoption par le Conseil de l'UE, conformément à l'article 155.2 TFUE. Des millions de travailleurs et de fonctionnaires des administrations publiques en dépendent.

8. de veiller à ce que tous les travailleurs, quel que soit leur statut, soient couverts par les directives sociales de l'UE.
9. d'améliorer la santé et la sécurité au travail, notamment en prévenant l'exposition des pompiers et d'autres groupes de travailleurs aux agents cancérigènes.
10. d'obtenir des voies d'immigration et d'asile sûres et légales vers l'Union européenne, fondées sur les droits de l'homme, la solidarité entre les États membres de l'UE et des services dotés d'un personnel suffisant et chargés de l'accueil et des soins des nouveaux arrivants.
11. de promouvoir une garantie pour l'emploi des jeunes travailleurs dans les services publics et de promouvoir des objectifs contraignants aux niveaux européen et national pour réduire le chômage des jeunes.
12. de garantir l'accès à une énergie propre et abordable et mettre fin à la précarité énergétique. L'Europe a besoin d'un secteur énergétique public fiable et durable et elle doit garantir que la production et la distribution d'énergie reste une mission de service public. Les investissements publics dans les énergies renouvelables créeront des emplois aujourd'hui et à l'avenir. Nos emplois dépendent de la survie de notre planète : Une transition équitable et une justice climatique font partie intégrante des politiques nationales, européennes et mondiales.
13. de veiller à ce que les soins de santé et les services sociaux soient de haute qualité pour tous, en garantissant qu'ils soient abordables et accessibles, fournis sans but lucratif et dans l'intérêt général. Il doit y avoir suffisamment de personnel correctement formé et adéquatement qualifié, avec des niveaux d'effectifs sûrs et efficaces, opérant dans de bonnes conditions de travail et de rémunération pour tous les travailleurs.
14. de faire respecter la primauté du droit en s'opposant à ce que des droits spéciaux soient accordés aux investisseurs dans les accords de commerce et d'investissement (y compris dans le nouveau tribunal multilatéral chargé du règlement des différends en matière d'investissements [TMI]) et de veiller à ce que le commerce soit équitable et durable.

Pour plus d'informations : Pablo Sanchez Centellas psanchez@epsu.org

Chargé de communications et des campagnes. Liaison avec le PE et la Jeunesse

0032 (0) 474626633

- [Log in](#) to post comments
- [Printer-friendly version](#)

Policies

[Economic Policy](#)

[Health](#)

[Health and Safety](#)

[Information & consultation](#)

[Migration](#)

[PPPs](#)

[Social Dialogue](#)

[Social Services](#)

[Tax justice](#)

[Trade](#)

Other organizations

[EP](#)

Document types

[Papers and publications](#)

[Position paper](#)

[Statement](#)